



Institut National d'Assurance Maladie • Invalidité

**SERVICE DES SOINS DE SANTE**

**Correspondant :** Direction établissements et services de soins

**E-mail :** psy@riziv-inami.fgov.be

**Nos réf :** Psy-Ort/2023/005

**Bruxelles, le 15 septembre 2023**

**Objet:** Avenant à la convention concernant le financement des fonctions psychologiques dans la première ligne par le biais de réseaux et de partenariats locaux multidisciplinaires: poursuite du développement des soins psychologiques dans la première ligne.

Le 4 septembre 2023, le Comité de l'assurance a approuvé un nouvel avenant à la convention concernant financement des fonctions psychologiques dans la première ligne.

Dans le cadre de la coopération avec les lieux d'accroche qui, en raison de leur cadre réglementaire, ne peuvent pas appliquer de ticket modérateur, le comité d'accompagnement souhaite prévoir la possibilité de facturer 100 % du montant de l'intervention au réseau (c'est-à-dire supprimer le ticket modérateur pour les utilisateurs de ces lieux d'accroche).

Dans un accord-cadre (voir annexe) conclu entre le ministre Frank Vandenbroucke et les ministres de l'éducation des entités fédérées, respectivement Ben Weyts et Caroline Désir, des accords sont conclus sur le rôle et le déploiement des CLB/CPMS dans le cadre de ces conventions. Conformément à cet accord-cadre, les ajustements suivants sont proposés dans l'avenant joint en annexe.

le ticket modérateur n'est pas dû lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1) Le centrum voor leerlingenbegeleiding<sup>1</sup> (CLB) ou le centre psycho-médico-sociaux<sup>2</sup> (CPMS) a conclu une convention avec le réseau de santé mentale et collabore à cette fin avec un psychologue clinicien/orthopédagogue conventionné indépendant ou engage à cette fin un psychologue clinicien/orthopédagogue salarié.
- 2) Les séances individuelles ou de groupe ont lieu au CLB ou au CPMS, à l'école ou à l'internat.

Le ticket modérateur n'est pas non plus dû si les conditions suivantes sont remplies :

- 1) le centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB) ou le Centre psycho-médico-sociaux (CPMS) collabore avec une autre organisation qui a conclu une convention avec un réseau de santé mentale. Dans ce cas, le CLB/CPMS assure la coordination entre l'école, le CLB/CPMS et l'autre organisation.
- 2) Les séances individuelles ou de groupe se déroulent (exceptionnellement) au CLB/CPMS. Une école ou un internat ne peut pas constituer le lieu de prise en charge.

---

<sup>1</sup> Tel qu'indiqué dans le "Decreet betreffende de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de centra voor leerlingenbegeleiding van 27 april 2018"

<sup>2</sup> Tel qu'indiqué dans le « Décret relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux du 14 juillet 2006 »

Vous trouverez l'avenant de votre réseau joint au même mail que cette circulaire. Nous vous demandons de signer cette avenant électroniquement et de le nous retourner.

Bien à vous,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a vertical line and a horizontal stroke at the bottom, resembling the letters 'DC'.

Daniel Crabbe,  
Conseiller Général



Service des soins de santé

---

**Cinquième avenant à la convention entre le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et le Réseau de santé mentale xxxxx du 26 juillet 2021 concernant le financement des fonctions psychologiques dans la première ligne par le biais de réseaux et de partenariats locaux multidisciplinaires.**

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 22, 6° bis;

Vu la convention du 26 juillet 2021 entre le Comité de l'assurance des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et le Réseau de santé mentale concernant le financement des fonctions psychologiques dans la première ligne par le biais de réseaux et de partenariats locaux multidisciplinaires et ses avenants.

Sur proposition de la Commission de conventions entre les hôpitaux et les organismes assureurs, en concertation avec les représentants des médecins, des psychologues/orthopédagogues cliniciens, des organisations de patients et de familles et des réseaux de santé mentale (SSM).

est convenu entre,

d'une part,

le Comité de l'assurance soins de santé, institué au sein du Service des soins de santé de l'Institut national de l'assurance maladie - invalidité, représenté par fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé de l'INAMI,

et d'autre part,

le réseau de santé mentale Adultes XXX, représenté ici par l'hôpital XXX portant le numéro INAMI XXX et le numéro BCE XXX, qui a conclu avec le ministre de la Santé publique une convention « relative à la participation au projet article 107 en vue du financement d'un coordinateur de réseau et d'un réseau SSM au sein d'une zone d'activités spécifique » en exécution de l'article 63, § 2, de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à l'établissement et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux,

représenté ici par le directeur général (nom, prénom)

ou

Le réseau de soins de santé mentale enfants et adolescents XXX, portant le numéro INAMI XXX, appelé ci-après « le réseau », représenté ici par l'hôpital XXX, portant le numéro INAMI XXX et le numéro BCE XXX, qui a conclu avec le ministre de la Santé publique une convention « concernant l'implémentation de la nouvelle politique de santé mentale pour enfants et adolescents » en exécution de l'article 63, § 2, de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à l'établissement et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux, représenté ici par le directeur général (nom, prénom)

ou

le réseau de soins de santé mentale de la Communauté germanophone, ci-après nommé « le réseau », représenté ici par l'hôpital XXX, portant le numéro INAMI XXX et le numéro KBO XXX, qui a conclu avec le ministre de la Santé Publique une convention « XXX », conformément à l'article 63, § 2, de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à l'établissement et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux, représenté ici par le directeur général (nom et prénom)

- l'hôpital XXX, portant le numéro INAMI XXX et le numéro BCE XXX, représenté par le directeur général de l'hôpital, (nom, prénom),

### **Article 1**

A l'article 16 de la convention entre le Comité de l'assurance des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et le Réseau de santé mentale du 26 juillet 2021 concernant le financement des fonctions psychologiques dans la première ligne par le biais de réseaux et de partenariats locaux multidisciplinaires, il est ajouté un §1/1 rédigé comme suit :

« §1/1 Par dérogation aux dispositions du §1, le ticket modérateur n'est pas dû lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 3) Le centrum voor leerlingenbegeleiding<sup>3</sup> (CLB) ou le centre psycho-médico-sociaux<sup>4</sup> (CPMS) a conclu une convention avec le réseau de santé mentale et collabore à cette fin avec un psychologue clinicien/orthopédagogue conventionné indépendant ou engage à cette fin un psychologue clinicien/orthopédagogue salarié.
- 4) Les séances individuelles ou de groupe ont lieu au CLB ou au CPMS, à l'école ou à l'internat.

Le ticket modérateur n'est pas non plus dû si les conditions suivantes sont remplies :

- 3) le centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB) ou le Centre psycho-médico-sociaux (CPMS) collabore avec une autre organisation qui a conclu une convention avec un réseau de santé mentale. Dans ce cas, le CLB/CPMS assure la coordination entre l'école, le CLB/CPMS et l'autre organisation.
- 4) Les séances individuelles ou de groupe se déroulent (exceptionnellement) au CLB/CPMS. Une école ou un internat ne peut pas constituer le lieu de prise en charge.

Seules les prestations en application de ces situations peuvent être facturées avec les pseudocodes 791976, 792013, 792050, 792131, 792352, 792094, 793951, 793973. »

### **Article 2**

La liste des pseudocodes figurant à l'annexe 1 de la convention est remplacée par l' « annexe 1 : liste des pseudocodes » ci-jointe.

---

<sup>3</sup> Tel qu'indiqué dans le "Decreet betreffende de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de centra voor leerlingenbegeleiding van 27 april 2018"

<sup>4</sup> Tel qu'indiqué dans le « Décret relatif aux missions, programmes et rapport d'activités des Centres psycho-médico-sociaux du 14 juillet 2006 »

### **Article 3**

Le présent avenant entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Bruxelles,

Pour le Comité de l'assurance  
des soins de santé:

Le fonctionnaire dirigeant,

Mickael Daubie

Pour le réseau de santé mentale,  
*(nom et prénom du directeur général de l'hôpital  
avec lequel le SPF SP a conclu une convention  
B4)*

Pour l'hôpital,  
*(nom et prénom du directeur général de l'hôpital  
récepteur)*

## Annexe 1 : liste des pseudocodes

pseudocode	description
792514	SPPL - séance de groupe - 1 - par un psychologue et un autre prestataire de soins
792536	SPPL – séance de groupe - 2 - par 2 psychologues ou par médecin et psychologue
792551	SPPL – séance de groupe – 1 outreach - par un psychologue et un autre prestataire de soins
792573	SPPL – séance de groupe – 2 outreach - par 2 psychologues ou par médecin et psychologue
792271	SPPL – séance de groupe - remboursement uniquement pour le psychologue/orthopédagogue clinicien
792050	SPPL – séance de groupe sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne - remboursement uniquement pour le psychologue/orthopédagogue clinicien
792131	SPPL – séance de groupe sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne - 1 - par un psychologue et un autre prestataire de soins
792352	SPPL – séance de groupe sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne - 2 - par 2 psychologues ou par médecin et psychologue
792595	SPPL – séance Ind. avant séance de groupe
792610	SPPL - séance Ind. après séance de groupe
792632	SPPL – séance Ind. – première séance
792654	SPPL – séance Ind. – séance outreach dans service/institution/autres professionnels
792676	SPPL - séance Ind. Outreach milieu de vie
792691	SPPL – séance Ind. – physique autre (cabinet du psychologue)
792713	SPPL – séance Ind. – vidéoconsultation
791976	SPPL - séance individuelle - séance sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne
792735	SPS - séance de groupe - 1 - par un psychologue et un autre prestataire de soins
792750	SPS – séance de groupe - 2 - par 2 psychologues ou par médecin et psychologue
792772	SPS – séance de groupe – 1 outreach - par un psychologue et un autre prestataire de soins
792794	SPS – séance de groupe – 2 outreach - par 2 psychologues ou par médecin et psychologue
792315	SPS - séance de groupe - remboursement uniquement pour le psychologue/orthopédagogue clinicien
792094	SPS - séance de groupe sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne - remboursement uniquement pour le psychologue/orthopédagogue clinicien
793951	SPS – séance de groupe sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne - 1 - par un psychologue et un autre prestataire de soins
793973	SPS – séance de groupe sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne - 2 - par 2 psychologues ou par médecin et psychologue

792816	SPS – séance Ind. Avant séance de groupe
792831	SPS - séance Ind. Après séance de groupe
792934	SPS – séance ind. – première séance
792853	SPS – séance Ind. – séance outreach dans service/institution/autres professionnels
792875	SPS - séance Ind. Outreach milieu de vie
792890	SPS – séance Ind. – physique autre (cabinet du psychologue)
792912	SPS – séance Ind. – Vidéoconsultation
792013	SPS - séance individuelle - séance sans intervention personnelle conformément à l'une des situations prévues dans la convention sur les fonctions psychologiques dans la première ligne
792956	SPS – consultation multidisciplinaire
792971	Remboursement du trajet PPL/SPS sans renvoi
792455	Remboursement du trajet avec renvoi
792470	Remboursement du trajet après renvoi
792993	Séance supplémentaire
792175	Partage de connaissances, conseils et soutien par des psychologues/orthopédagogues cliniciens à un prestataire de soins de première ligne au sujet d'un bénéficiaire
792190	Partage de connaissances et d'expertise de psychologues/orthopédagogues cliniciens à un groupe d'acteurs (professionnels de la santé et/ou bénévoles) dans le domaine des soins de première ligne au sujet de la prestation de soins psychologiques dans ce domaine
792212	Proposition d'une offre de groupe evidence based et orientée vers la communauté pour le traitement transdiagnostique de problèmes pour un groupe de plus de 15 participants supervisé par un psychologue/orthopédagogue clinicien.
792234	Proposition d'une offre de groupe evidence based et orientée vers la communauté pour le traitement transdiagnostique de problèmes pour un groupe de plus de 15 participants supervisé par deux psychologues/orthopédagogues cliniciens ou un psychologue/orthopédagogue clinicien et un médecin.
792256	Proposition d'une offre de groupe evidence based et orientée vers la communauté pour le traitement transdiagnostique de problèmes pour un groupe de plus de 15 participants supervisé par un psychologue/orthopédagogue clinicien et un autre dispensateur de soins, d'aide ou un expert du vécu.
400352	Traitement par un psychologue dans le cadre du trajet de soins Post-Covid-19
400175	Intervention globale pour l'organisation, la coordination et l'administration de la concertation d'équipe dans le cadre du suivi d'un patient post-COVID-19 (par période de 6 mois) - <b>coordinateur de soins</b>
400315	Participation à la concertation d'équipe dans le cadre du suivi des patients post-Covid-19 <b>pour un psychologue</b>

Tout ajout ou modification des pseudocodes sera publié sur le site web de l'INAMI.

**Abréviations :**

SPPL : Soins psychologiques de première ligne

SPS : Soins psychologiques spécialisés



## Circulaire 8761

du 21/10/2022

Informations sur l'articulation des CPMS avec les psychologues de première ligne financés par le Fédéral

La « Fédération Wallonie-Bruxelles » est l'appellation désignant usuellement la « Communauté française » visée à l'article 2 de la Constitution.

Type de circulaire	circulaire informative
Validité	à partir du 21/10/2022
Documents à renvoyer	non

Information succincte	La présente circulaire propose une articulation des CPMS avec les Psychologues de Première Ligne (PPL) financés par l'INAMI dans le cadre d'un protocole d'accord entre le Gouvernement fédéral et les Entités fédérées.
-----------------------	--

Mots-clés	Psychologues de Première Ligne - CPMS
-----------	---------------------------------------

### Etablissements et pouvoirs organisateurs concernés

Réseaux d'enseignement	Unités d'enseignement
<b>Wallonie-Bruxelles Enseignement</b> <b>Ens. officiel subventionné</b>	Maternel ordinaire Primaire ordinaire Secondaire ordinaire Secondaire en alternance (CEFA)
<b>Ens. libre subventionné</b> Libre confessionnel Libre non confessionnel	Maternel spécialisé Primaire spécialisé Secondaire spécialisé
	Centres psycho-médico-social

### Signataire(s)

Madame la Ministre Caroline DESIR
-----------------------------------

### Personne(s) de contact concernant la mise en application de la circulaire

Nom, prénom	SG + DG + Service	Téléphone et email
Voir circulaire		

Mesdames les Directrices, Messieurs les Directeurs,

L'évolution de la situation sanitaire a permis de lever progressivement la plupart des mesures nécessaires pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19<sup>1</sup>.

La crise sanitaire vécue, à travers ses conséquences sur le bien-être des élèves, a mis en exergue l'importance de la santé mentale et son influence sur leur engagement scolaire.

Même si, dans ce contexte, de nombreuses mesures en termes de renforcement des équipes éducatives et des CPMS ont été prises pour soutenir et accompagner au mieux les élèves en difficulté, il n'en reste pas moins que des effets retard sont constatés et que l'accroissement et la complexification des demandes vécus actuellement par les CPMS risquent de se prolonger.

Dès les premiers mois de l'année scolaire 2020-2021, j'ai beaucoup encouragé les partenariats avec les intervenants actifs dans le cadre des cellules de concertation locales (AMO, SAJ, etc.) et insisté sur la collaboration d'un large éventail d'acteurs para- ou extrascolaires comme les écoles de devoirs, les maisons de jeunes, les éducateurs de quartier. De telles alliances se sont avérées plus précieuses que jamais. Les initiatives et synergies locales, adaptées aux réalités particulières de chaque école, aux besoins des élèves de chaque quartier, de chaque commune, ont pu offrir des opportunités uniques pour appréhender le vécu et les difficultés éprouvées par les jeunes en souffrance.

Une réflexion commune a mis en avant la dimension transversale impliquant différents secteurs et différents niveaux de pouvoir.

C'est dans la même logique qu'une réflexion conjointe a été entamée avec les autorités fédérales et régionales compétentes en matière de santé mentale afin d'envisager des collaborations plus étroites et renforcer leur fluidité. La présente circulaire découle de nos échanges fructueux.

Elle vise à mettre en évidence des dispositifs qui peuvent constituer des relais précieux pour les CPMS face au nombre de demandes auquel ils sont confrontés et qui exigent parfois des interventions spécifiques. Certains de ces dispositifs ont été considérablement renforcés par le Gouvernement fédéral, qui a quadruplé le budget du secteur, passant de 39 à 152 millions d'euros, afin de mieux répondre à la détresse de nombreux jeunes. Il apparaît dès lors essentiel de faciliter les articulations avec le travail mené dans le champ scolaire dans le but d'appuyer et de compléter celui-ci. Vous trouverez ci-après une description des possibilités qui sont offertes.

N'hésitez pas à partager le contenu de cette circulaire avec toutes vos équipes afin de porter à leur connaissance ces informations.

Je vous remercie de votre précieuse collaboration et vous souhaite une suite d'année scolaire constructive et sereine.

**Caroline Désir**

**Ministre de l'Éducation**

---

<sup>1</sup> Voir la circulaire 8685 du 19/08/2022 qui rappelle les normes de prudence restant en vigueur dans les écoles.

## **Contexte**

Dans le cadre de la réforme des soins de santé mentale, depuis 2010, des priorités en santé publique se sont dégagées : volonté de mettre l'accent sur la prévention en partant des besoins des citoyens, proximité dans le milieu de vie, coopération interdisciplinaire et intersectorielle avec les acteurs les plus proches du citoyen notamment dans une approche intégrée, globale, locale et accessible visant le repérage et l'intervention précoces.

Ainsi sont nés les réseaux de soins en santé mentale d'abord pour les adultes, ensuite pour les enfants et adolescents dès 2015. Ceux-ci représentent un ensemble de ressources existant dans une zone déterminée. Le réseau veille à une collaboration optimale entre les professionnels, les structures et les établissements de soins pour garantir à la population la qualité et la continuité des soins.

Le 1<sup>er</sup> avril 2019, les soins psychologiques de première ligne (SPPL) pour adultes ont été lancés et le 2 avril 2020, pendant la crise sanitaire COVID, une extension aux enfants/adolescents et personnes âgées a vu le jour, toujours dans le souhait d'offrir une prise en charge précoce et des soins adaptés.

Ainsi, une nouvelle convention INAMI approuvée en août 2021 a encore renforcé la coopération entre les réseaux de santé mentale et les partenariats locaux multidisciplinaires. Ce développement s'inscrit dans le cadre d'un protocole d'accord entre le Gouvernement fédéral et les Entités fédérées relatif à une " *approche coordonnée pour renforcer l'offre de soins psychologiques, en particulier pour les groupes cibles vulnérables qui ont été les plus touchés par la pandémie de COVID-19* ", dans lequel les missions de la convention INAMI sont exploitées pour compléter et renforcer les initiatives existantes.

## **Groupe cible visé par la convention INAMI**

Il s'agit des enfants, des adolescents et de leur entourage présentant une demande de soins d'intensité légère à modérée, *i.e.* les enfants et les adolescents qui encourent un plus grand risque de développer des problèmes psychologiques et qui peuvent être soutenus grâce à un nombre limité de séances d'accompagnement.

Il s'agit, principalement, d'un nouveau groupe cible qui n'est pas encore pris en charge (unmet needs).

Cela ne concerne donc pas les bénéficiaires qui ont besoin de soins plus intensifs ou de longue durée. Pour ceux-ci, il est opportun d'accéder directement à d'autres soins plus spécialisés et/ou massifs.

Les soins sont organisés selon deux catégories d'âges :

- o soit le réseau « enfants et adolescents », jusque 23 ans inclus ;
- o soit le réseau « adultes », dès 15 ans.

Ces catégories d'âge se chevauchent pour garantir une offre adaptée aux personnes de 15 à 23 ans, qui peuvent ainsi choisir leur réseau de soins selon leurs besoins pendant cette période-clé dans l'émergence de troubles.

## Offre de services

1. Les « soins psychologiques de première ligne » : ils consistent en des interventions psychologiques de courte durée et/ou de faible intensité qui contribuent au maintien ou au rétablissement du bien-être psychologique général. Ils sont principalement indiqués lorsque la personne rencontre une certaine vulnérabilité ou une difficulté qui a un impact sur son bien-être psychologique.
2. Les « soins psychologiques spécialisés » : ils sont destinés aux personnes qui ont besoin de soins plus spécifiques.

Il est possible de bénéficier de ces deux types de soins dans le cadre de séances individuelles ou de groupe.

3. Autres missions possibles pour les psychologues/orthopédagogues clinicien.ne.s de première ligne
  - a) Echanger des connaissances et des conseils et apporter un soutien aux acteurs de première ligne par rapport à un bénéficiaire, afin que l'acteur de première ligne soit en mesure de mettre en place des interventions spécifiques, par le biais ou non d'une co-consultation avec le/la psychologue/orthopédagogue clinicien.ne, ou d'orienter le/la patient.e vers les soins les plus appropriés.
  - b) Soutenir, échanger des connaissances et de l'expertise avec un groupe d'acteurs (professionnels des soins de santé et/ou bénévoles) de première ligne sur l'offre de soins psychologiques en première ligne, y compris les interventions potentielles qu'ils peuvent effectuer eux-mêmes pour soutenir le/la bénéficiaire ayant une demande de soins psychologique.

Ces "autres missions" peuvent également constituer dans une certaine mesure un cadre innovant pour soutenir les équipes éducatives ou les agents des CPMS.

## Coût pour les séances d'accompagnement

***Aucune contribution ne sera demandée aux élèves et leur famille lorsque les interventions se dérouleront au sein des établissements, en accord avec les psychologues de première ligne qui y interviendront et qui en seront informés au préalable par les CPMS.***

Pour les parents ou les élèves qui voudront et/ou pourront le gérer, il est toutefois possible de les orienter vers des prises en charge extérieures.

Dans ce cas, dans le cadre du dispositif proposé, l'intervention personnelle de l'utilisateur pour une session individuelle s'élève à 11 € (ou 4 € pour un bénéficiaire d'intervention majorée) et à 2,5 € pour les sessions de groupe.

La première session est toujours gratuite.

Le nombre de séances permises sur une période de 12 mois dépend du type de soins qui est prodigué, du type de réseau et du type de séance que la personne suit.

a) Soins psychologiques de première ligne :

- suivis dans un réseau « enfants et adolescents » (jusque 23 ans inclus) : 10 séances individuelles maximum ou 8 séances de groupe maximum ;
- suivis dans un réseau « adultes » (à partir de 15 ans) : 8 séances individuelles maximum ou 5 séances de groupe maximum.

b) Soins psychologiques spécialisés :

- suivis dans un réseau « enfants et adolescents » (jusque 23 ans inclus) : une moyenne de 10 séances individuelles (maximum 20) ou 15 séances de groupe maximum ;
- suivis dans un réseau « adultes » (à partir de 15 ans) : une moyenne de 8 séances individuelles (maximum 20) ou 12 séances de groupe maximum.

**Pour bénéficier du dispositif, différentes possibilités existent :**

- le renvoi vers les psychologues clinicien.ne.s de première ligne externes dont les listes sont disponibles sur les sites web des réseaux de santé mentale (voir en annexe) ;
- la collaboration ponctuelle ou régulière avec un.e psychologue clinicien.ne de première ligne pour laquelle les précisions peuvent être obtenues auprès des coordinateurs.trices de réseau (voir en annexe) ;
- recevoir un soutien *via* les « missions autres » ;
- signer une convention pour engager un.e psychologue de première ligne pour réaliser les différents types d'interventions.

**Collaborer**

**En accord avec les dispositions communiquées par leur pouvoir organisateur, les CPMS implémenteront le dispositif dans l'intérêt des élèves.**

Il va de soi qu'au sein des écoles, dans ses missions d'accompagnement spécifique, il est nécessaire que le CPMS constitue la plaque tournante de la collaboration entre tous les acteurs concernés : les élèves et leur famille, l'équipe éducative, le réseau de santé mentale et les psychologues de première ligne. C'est lui qui organisera le dispositif dans l'intérêt des élèves.

Les modalités de collaboration (local, horaires, etc.) seront définies conjointement par la direction du CPMS et la direction de l'école le cas échéant.

**Information des parents**

Quelle que soit la formule de collaboration mise en place par un CPMS, il est indispensable que ce dernier fournisse toute l'information utile aux parents des élèves concernés pour qu'ils puissent, s'ils le souhaitent, bénéficier d'un soutien adapté. Il pourra donc s'agir soit d'une information sur les projets qui seraient mis en place au sein de l'école ou du CPMS, soit d'une information sur le moyen d'obtenir les coordonnées de contact des psychologues de première ligne de la zone.

## **Webinaires**

Pour permettre aux coordinateurs.trices locaux des réseaux de santé mentale d'affiner les informations et de répondre aux questions des CPMS et de leur pouvoir organisateur, des webinaires seront organisés prochainement, avec l'aide du SPF Santé publique.

Les dates, heures et lien seront communiqués par le biais d'une circulaire informative publiée ultérieurement.

## **RIZIV-conventie “Psychologische zorg in de eerste lijn via netwerken Geestelijke Gezondheid en lokale multidisciplinaire samenwerkingsverbanden”**

**Betreft :** *samenwerking met CLB en onderwijs m.b.t. psychologische zorg in de eerste lijn via intensieve samenwerking tussen de netwerken Geestelijke Gezondheid en de Eerstelijnszones*

### **Situering**

Via een recente RIZIV-conventie wordt vanaf 1/1/’22 terugbetaalde psychologische zorg in de eerste lijn georganiseerd (o.a. voor kinderen en jongeren) via intensieve samenwerking tussen de netwerken Geestelijke Gezondheid (NW-GG) en de Zorgraden van de eerstelijnszones (ELZ).

Deze beleidsontwikkeling kadert binnen een protocolakkoord tussen de federale overheid en de deelstaten inzake een “Gecoördineerde aanpak voor de versterking van het psychisch zorgaanbod in het bijzonder voor de kwetsbare doelgroepen die het meest geraakt werden door de COVID-19 pandemie” waarbij de opdrachten in de RIZIV-conventie complementair en versterkend worden ingezet op reeds bestaande initiatieven.

Het ultieme doel is het toegankelijker maken van de geestelijke gezondheidszorg en deze laagdrempelig, lokaal en dicht bij de leef-, leer- en speelomgeving van kinderen en jongeren te brengen, door de ontsluiting van drie opdrachten: generalistische (ELP) en gespecialiseerde (GELP) psychologische zorg en de overige opdrachten.

Binnen onderwijs is het CLB de geprivilegieerde partner voor het uitbouwen van de leerlingenbegeleiding op de vier begeleidingsdomeinen :

- Leren en studeren
- Onderwijsloopbaan
- Psychisch en sociaal functioneren
- Preventieve gezondheidszorg

Het CLB werkt hierbij kosteloos voor de leerling, de ouders en de school.

Om deze opdrachten te realiseren werkt het CLB samen met schoolexterne hulpverlening. Het CLB zet hiervoor de kernactiviteit draaischijffunctie in. We definiëren de draaischijffunctie als de coördinatie door het CLB tussen het centrum, de school en de externe partners binnen hulp- en dienstverlening wanneer meer gespecialiseerde hulp nodig is en het eigen aanbod uitgeput of niet passend is.

### **Beoogde doelgroep**

Kinderen en jongeren en hun context met een licht tot matig intensieve zorgvraag = kinderen en jongeren die een groter risico lopen op het ontwikkelen van psychische problemen en geholpen kunnen worden met een beperkt aantal sessies inzake geïndiceerde preventie, vroegdetectie en -interventie, veerkrachtversterking en kortdurende oplossingsgerichte interventies (= vermijden dat een tijdelijke en enkelvoudige klacht in de toekomst zou kunnen escaleren). Bij voorkeur gaat het om een nieuwe doelgroep die nu nog niet in zorg zit (unmed needs), die een drempel ervaren om zorg te ‘zoeken’.

We doelen niet op kwetsbare kinderen en jongeren die acute, intensieve of langdurende zorg nodig hebben. Hiervoor wordt snel geschakeld naar meer gespecialiseerde zorg.

Leerkrachten ondersteunen via advies/coaching om kennis en vaardigheden te versterken en adequaat in te spelen op signalen van de kinderen en jongeren omtrent hun mentaal onwelzijn, steeds in afstemming met het CLB.

Via een deductieve behoefteanalyse hebben de netwerken GG, in nauwe afstemming met de ELZ, een beperkt aantal prioritaire doelgroepen voor hun werkingsgebied gedetecteerd. Door vindplaatsgericht te werken (infra) en in samenwerking met specifieke zorgpartners krijgen geïdentificeerde kwetsbare doelgroep *prioritair* toegang tot dit psychologische zorgaanbod.

### **Welke types van psychologische zorg worden vergoed**

1. Eerstelijnspsychologische zorg: kortdurende en/of weinig intensieve psychologische interventies die bijdragen tot het behoud of herwinnen van een algemeen psychisch welbevinden. Ze zijn voornamelijk aangewezen wanneer u een kwetsbaarheid of moeilijkheid ervaart, die een impact heeft op uw psychisch welbevinden.
2. Gespecialiseerde psychologische zorg is gericht op mensen die specifiekere of intensievere zorg nodig hebben door ernstigere onderliggende psychische problemen.

Deze zorg kan u krijgen in individuele of groepsessies dewelke afwisselend of tegelijk aangeboden kunnen worden over of binnen bovenstaande functies (met een maximum per soort sessies, zie referenties onder).

Het honorarium voor de zorgverlener wordt berekend per prestatie.

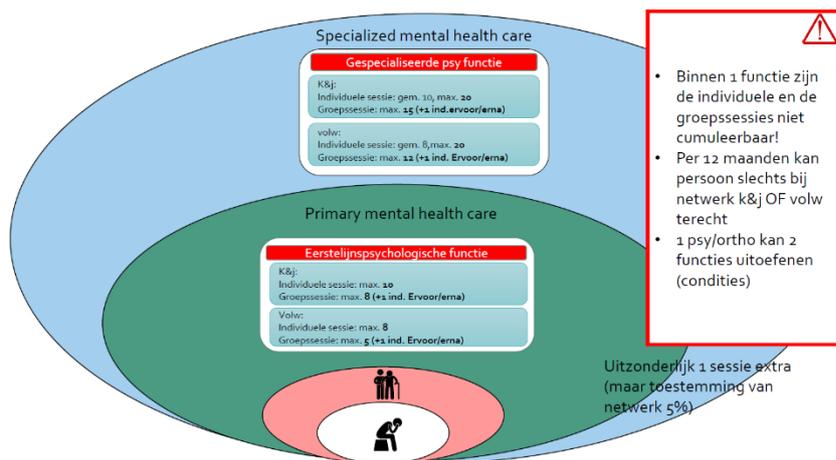
- Individuele sessie: €75/sessie\* voor klinisch psycholoog/orthopedagoog (met 45-60 minuten patiëntencontact)\*
- Groepsessie: €200/sessie voor klinisch psycholoog/orthopedagoog (met 90-120 minuten patiëntencontact). Groepsessies worden altijd in binoom georganiseerd met naast de klinisch psycholoog/orthopedagoog ook mogelijkheid voor inbreng van expertise van andere zorg- of hulpverleners (leerkracht, arts, psycholoog, ...) of ervaringsdeskundigen (€123/sessie voor deze bijkomende zorg of hulpverlener)\*.

Het remgeld voor een individuele sessie bedraagt €11 (of €4 voor verhoogde tegemoetkoming) en €2.5 voor groepsessies. De eerste sessie is telkens gratis.

Andere premies: trajectvergoeding van €60\* (1x per patiënt/jaar) en multidisciplinair overleg binnen het kader van de gespecialiseerde functie van €225 (met minimum 3 zorgverleners).

Een geconventioneerde klinische psycholoog/orthopedagoog dient zich minimum 4 u/week te kunnen vrijmaken om deze zorg te verlenen.

*(\*deze bedragen zijn onderhevig aan indexatie)*



### Andere opdrachten:

Er zijn drie soorten "andere opdrachten" gedefinieerd met forfaitaire in plaats van prestatiefinanciering (art. 1):

- kennis en advies uitwisselen en ondersteuning geven aan actoren binnen de eerstelijns t.a.v. een rechthebbende opdat de actor uit de eerstelijns in staat is om gerichte interventies te ondernemen, al dan niet via co-consult met de klinisch psycholoog/orthopedagoog ofwel op een gerichte wijze kan doorsturen naar de meest aangewezen zorg.
- Ondersteuning geven, kennis en expertise delen aan een groep van actoren (zorgprofessionals en/of vrijwilligers) uit de eerste lijn over het aanbod aan psychologische zorg in de eerste lijn, ondermeer over de mogelijke interventies die zij zelf kunnen ondernemen ter ondersteuning van de rechthebbende met een psychische zorgvraag.
- het aanbieden van een evidence-based gemeenschapsgericht groepsaanbod aan groepen van meer dan 15 personen. Dit aanbod kan eerder omschreven worden als een "cursus" of "training" dan een klassieke psychologische (groeps)interventie (zie reguliere (groeps)aanbod binnen de conventie). Deze cursus is het principale doel een generiek (risico op) psychisch onwelzijn normaliseren dat herkenbaar is voor een groot deel van de populatie. Per definitie wordt er dus niet gefocust op een specifieke psychische pathologie of diagnose, maar wordt er transdiagnostisch gewerkt. Het gaat vaak over een doelgroep die nog niet in de klassieke hulpverlening zit. Deze training vindt via outreaching plaats in een "vindplaats", die als laagdrempelige en toegankelijke locatie in een wijk of buurt fungeert. De psycholoog/orthopedagoog kan daarbij samenwerken met een arts of andere zorg- of hulpverlener of ervaringsdeskundige. Deze opdracht heeft gemiddeld een duurtijd van 2 uur (De finaliteit van dit groepsaanbod is in overeenstemming met de opdrachten bepaald in artikel 3, §1 1° zie conventie). Het moet gaan om opdrachten waar nog geen regelgevend kader of financiering voor bestaat.

Een voorbeeld van zo een groepsprogramma op populatieniveau is het "Stress-Control programma van Jim White (zie <https://stresscontrol.org/>). Zijn uitgangspunt is mensen aanspreken over een generiek en herkenbaar fenomeen "stress". *Stress Control* organiseert masterclasses voor groepen tot wel honderd deelnemers tegelijk.

\*Transdiagnostisch behandelen betekent dat bij de behandeling van de verschillende diagnoses gemikt wordt op de onderliggende gemeenschappelijke psychopathologische processen in plaats van op de verschillende voorliggende uitingen daarvan.

Rechtstreekse ondersteuning van rechthebbenden kan enkel onder 'andere opdrachten' als het gaat om evidence based zorgprogramma's waarvan de klinische effectiviteit is aangetoond via onafhankelijk peer-reviewed onderzoek. Het netwerk bepaalt de modaliteiten waarop deze andere opdrachten georganiseerd worden samen met lokale partners in de eerste lijn (inhoud, vorm, aantal, frequentie, locatie van uitvoering, ...). Daarbij wordt maximaal afgestemd tussen de verschillende netwerken (kinderen en jongeren en volwassenen).

### **Lokale multidisciplinaire en intersectorale co-creatie en samenwerking**

De NW-GG hebben een coördinerende rol om dit psychisch zorgaanbod te organiseren in nauwe samenwerking met de ELZ.

De netwerken Geestelijke Gezondheid worden verwacht om de psychologische zorg te organiseren op en in samenwerking met de natuurlijke 'vindplaatsen'. Binnen onderwijs zijn school, CLB, internaten... de vindplaats voor leerlingen. Samenwerking gebeurt altijd in overleg en afstemming met het CLB.

Definitie vindplaats = reële of online beschikbare plaatsen waar de doelgroep van kwetsbare kinderen en jongeren reeds naartoe gaan met een ander doel dan psychische ondersteuning (zoals materiële of sociale bijstand, algemene zorg, onderwijs of vrijetijdsbesteding). Het is dus een natuurlijke en niet-stigmatiserende plaats waar noden kunnen gedetecteerd worden).

Het is ook een plaats waar al eerstelijnsverstrekkers en -actoren (zoals bv. CLB) aanwezig zijn, die intersectorale en multidisciplinaire samenwerking faciliteert en de verbinding maakt tussen de psycholoog en de zorgleerkracht, de leerlingenbegeleiders en de leerkrachten, de leerling en de ouders.

De klinisch psycholoog/orthopedagoog werkt samen met deze vindplaatsen om de opdrachten zoals omschreven in de RIZIV-conventie en overeengekomen binnen het netwerk, te realiseren. Deze opdrachten kunnen zowel in een lokaal op de school als in een praktijkruimte worden georganiseerd. De samenwerking kan op verschillende manieren vorm krijgen:

1. Een vindplaats kan samenwerken met een zelfstandige klinisch psycholoog/orthopedagoog die een RIZIV-conventie heeft afgesloten met het netwerk. Binnen onderwijs als vindplaats voor leerlingen is het CLB de geprivilegieerde partner om indien aangewezen, haar draaischijffunctie in te zetten en daarbij te voorzien in de coördinatie tussen het CLB, de school en een geconventioneerde verstreker. Binnen deze piste voorziet het CLB/de school/het internaat niet in de locatie van de zorg. Het remgeld wordt door de geconventioneerde klinisch psycholoog/orthopedagoog aangerekend. Een school of internaat kan niet op eigen initiatief samenwerken met een zelfstandige klinisch psycholoog/orthopedagoog die een RIZIV-conventie heeft afgesloten met het netwerk. De school of het internaat gaat hierover eerst in overleg met het CLB.
2. Een vindplaats kan samenwerken met een andere organisatie zoals een centrum geestelijke gezondheidszorg die een RIZIV-conventie heeft afgesloten met het netwerk. In afspraak met de organisatie wordt de inning van het remgeld overeengekomen. Binnen onderwijs als vindplaats voor leerlingen is het CLB de geprivilegieerde partner om samenwerkingsafspraken te maken met de andere organisatie en bij het inzetten van haar draaischijffunctie te voorzien

in de coördinatie tussen het CLB, de school en de andere organisatie. In uitzonderlijke gevallen kan het CLB voorzien in de locatie van de zorg. Hierbij komt het remgeld te vervallen. Een school of internaat kan niet op eigen initiatief samenwerken met een andere organisatie die een RIZIV-conventie heeft afgesloten met het netwerk. De school of het internaat gaat hierover eerst in overleg met het CLB. Een school of internaat kunnen niet voorzien in de locatie van de zorg.

3. Een vindplaats kan zelf een conventie afsluiten met het netwerk en werkt hiervoor samen met een zelfstandige geconventioneerde verstrekker of neemt hiervoor een klinisch psycholoog/orthopedagoog in loondienst aan. In dit geval treedt de vindplaats op als werkgever. Een school of internaat als vindplaats van leerlingen kan zelf geen conventie afsluiten met het netwerk. Voor een CLB wordt de kostprijs van een psycholoog werkzaam in het CLB vergoed via de facturatie van de opdrachten zoals omschreven in deze nota. Aangezien het CLB kosteloos werkt voor de leerling, de ouders en de school wordt geen remgeld gevraagd. De locatie van de zorg kan hier zijn: de school, het CLB, het internaat.

In het kader van de te realiseren opdrachten neemt een CLB een belangrijke rol op inzake communicatie naar de kinderen en jongeren en hun context alsook naar een geïntegreerde samenwerking o.b.v. onder meer het functioneel bilan.

Via deze conventie kan er dus via afstemming en samenwerking met CLB een bijkomend aanbod aan psychologische zorg voorzien worden die aanvullend op de leerlingenbegeleiding van het CLB kan ingezet worden. Vanzelfsprekend zijn de CLB in deze samenwerking een prioritaire partner of draaischijf naar psychologische zorg. Daarnaast waakt het CLB er mee over dat de leerling geen nadelen ondervindt aan de zorg zoals afwezigheid in andere lessen,...

Het is de bedoeling om vrijheid te laten om verschillende initiatieven bottom-up te laten ontwikkelen en deze in het najaar te inventariseren. Er kan eventueel gewerkt worden met conventies van bepaalde duur binnen dit kader. Ook de 'andere opdrachten' kunnen een innovatief kader zijn voor het ondersteunen van CLB medewerkers of leerkrachten of voor een (selectief) preventief aanbod aan (grotere) groepen van leerlingen en ouders.

De lokale coördinatoren van het netwerk zijn voor de CLB een aanspreekpunt om samen op lokaal niveau in overleg te gaan.

In de loop van 2023 wordt de intensieve samenwerking m.b.t. psychologische zorg in de eerste lijn tussen CLB/onderwijs en de Netwerken Geestelijke Gezondheid op basis van dit afsprakenkader geëvalueerd.

**Voor meer informatie en FAQs:** <https://www.riziv.fgov.be/nl/themas/kost-terugbetaling/door-ziekenfonds/geestelijke-gezondheidszorg/Paginas/eerstelijns-gespecialiseerde-psychologische-zorg-netwerk-geestelijke-gezondheidszorg.aspx>